L'impuissance russe devant la chute des dictatures

Marie Mendras

▶ **To cite this version:**

Marie Mendras. L'impuissance russe devant la chute des dictatures. ENA Hors les murs, magazine des anciens élèves de l'ENA, 2011, 414, pp.25-26. hal-01024467

HAL Id: hal-01024467

https://sciencespo.hal.science/hal-01024467

Submitted on 16 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'impuissance russe
devant la chute des dictatures

Par **Marie Mendras**[1]
Politologue au CNRS et au CERI
Professeur à Sciences Po

Les gouvernants russes ont été désagréablement surpris par les révoltes dans les pays arabes et ont réagi dans la confusion. Comme d'autres capitales, Moscou n'imaginait pas que des régimes autoritaires, vus comme solidement établis autour d'une personnalité et d'un clan, tomberaient en quelques jours ou quelques mois. Cependant, la position russe est particulièrement délicate. Le régime poutinien voit dans l'ébranlement d'un arc de cercle autoritaire l'esquisse de sa propre vulnérabilité. La révolution orange en Ukraine en 2004 a laissé un fort traumatisme.

À l'instar de nombreux autres pays, la Russie a des intérêts économiques dans la plupart des pays arabes, intérêts qu'elle a d'abord eu le souci de protéger. Elle a beaucoup misé ces dernières années sur les ventes d'armements et les accords énergétiques avec l'Égypte et la Libye notamment. Plusieurs milliards de dollars de contrats sont suspendus depuis le début des révoltes[2]. Ces considérations économiques ont empêché les dirigeants russes de prendre la mesure des événements au début mais, très vite, les préoccupations d'ordre politique ont pris le dessus.

La crainte de la contagion anti-autoritaire

Le plus inquiétant pour le pouvoir russe n'est pas la préservation d'intérêts économiques ou sécuritaires dans la région moyen-orientale, mais la contagion révolutionnaire. Les Tunisiens et les Égyptiens ont fait la démonstration que les dictatures qui les gouvernaient n'étaient pas des forteresses imprenables ; les rebelles libyens ont démontré qu'avec l'aide de la communauté internationale l'implacable système Kadhafi se décomposait rapidement, en dépit d'une supériorité militaire sur le terrain et de l'extrême violence utilisée contre des civils. La colère d'une population non préparée et démunie peut faire tomber une tyrannie brutale et surarmée. Tel est le message qu'ont entendu les dirigeants russes, et qui fait écho aux « révolutions de couleur » en Georgie en 2003 et en Ukraine en 2004. Que les Ukrainiens, regardés d'en haut par les Russes, aient prouvé au monde entier qu'ils pouvaient s'organiser, s'exprimer et forcer un régime corrompu à se soumettre à la sanction des urnes a été pour Vladimir Poutine une grande humiliation. Le patron de la Russie n'apprécie pas les changements de régime, ni pacifiques, ni par la rupture. Sa position peut se résumer en ces termes : Moubarak et Kadhafi ont été « lâchés » par les Américains et leurs alliés européens, après des décennies de bonnes relations et de juteuses affaires commerciales. Les Occidentaux tentent de garder la main dans la région et d'imposer un ordre qui leur soit favorable, même si les nouveaux régimes ne sont pas plus démocratiques que les anciens.

Fedor Lukyanov, rédacteur en chef de l'influente revue *Russia in Global Affairs*, a accompagné l'évolution de la position officielle par ses nombreux articles depuis janvier 2011. En avril 2011, il affirme que la coalition militaire échouera et que Kadhafi restera au pouvoir. Il souligne aussi, comme la plupart des commentateurs russes, que les révoltes arabes renforceront l'islam radical et produiront des hybrides « de la Turquie d'Ataturk et de l'Iran théocratique[3] ».

La façon dont les sociétés ukrainienne, tunisienne, géorgienne, libyenne seront à l'avenir gouvernées ne concernent les dirigeants russes que dans la mesure où des changements en profondeur modifieraient le rapport de forces et mettraient en danger leur propre système politique. Le *statu quo* est préférable au changement. L'élite poutinienne a mis vingt ans avant de s'accommoder d'une Pologne démocratique et européenne. Elle est très soucieuse de contrer toute influence extérieure, signe qu'elle n'est pas si confiante dans son propre avenir.

1 - Auteur de *Russie. L'envers du pouvoir* (Odile Jacob, 2008).
2 - Les échanges russo-libyens concernaient les ventes d'armements (un contrat estimé à 4 milliards de dollars a été signé en 2010), des concessions à Tatneft pour développer l'exploitation pétrolière, des contrats d'exploration accordés à Gazprom, et des projets de construction d'un train à grande vitesse le long de la côté libyenne.
3 - Fedor Lukyanov, « Arab spring – after the euphoria has faded », *Russia in Global Affairs* web site, http://eng.globalaffairs.ru, 23 April 2011.

Les révolutions de la dignité

Le cas libyen et la résolution 1973

La Russie n'a pas voté contre la résolution 1973 le 17 mars 2011 et a donc permis la constitution par l'Otan d'une coalition militaire chargée de protéger les populations par des frappes aériennes. C'est une première depuis vingt ans. En 1990-1991, l'URSS de Gorbatchev s'allie aux États-Unis dans la « guerre du Golfe » et vote les résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu condamnant l'Irak de Saddam Hussein après l'invasion du Koweit. En 1999 au Kosovo, en 2003 en Irak, la Russie s'est fortement opposée au recours à la force et les interventions ont eu lieu sans mandat des Nations-Unies. La guerre du Kosovo provoque une césure entre la Russie et l'Occident et met fin à l'alignement sur Washington, alors que se prépare à Moscou la seconde guerre en Tchétchénie.

Douze ans après les frappes de l'Otan contre la Serbie, trois ans après l'indépendance du Kosovo qu'il n'a pas reconnue, le régime poutinien a toléré la formation d'une coalition militaire qui a opéré de très nombreuses frappes contre le régime de Kadhafi.

L'abstention du 17 mars 2011 est une évolution significative dans la politique russe, mais il est encore trop tôt pour dire si elle marquera une rupture fondamentale avec la politique traditionnelle de refus des interventions contre un État souverain. Comme la Chine, la Russie souhaite être considérée comme une puissance responsable, a *good stakeholder* dans le vocabulaire américain, mais sans abdiquer la puissance que lui confère le droit de veto au Conseil de sécurité de l'Onu.

En votant la résolution 1970 condamnant le régime libyen et en ne s'opposant pas à la résolution 1973, la Russie a introduit une notion de valeurs dans la *realpolitik* : ne pas laisser un tyran tuer sa propre population. Vladimir Poutine s'insurge « à titre personnel » le 21 mars et choisit de faire vibrer d'autres émotions en comparant l'intervention à « un appel médiéval à la croisade ». Nous verrons que le résultat sera un ajustage assez réussi combinant deux sensibilités, permettant à la Russie de ne pas perdre sa marge de manœuvre par un « niet » improductif tout en réaffirmant son opposition à un changement de régime de facto opéré par l'Otan et violant la souveraineté d'un État. L'abstention de la Russie le 17 mars n'a pas pu être décidée contre l'avis de Vladimir Poutine.

La position russe se précise les 26-27 mai 2011 au sommet du G8 à Deauville. Le président Medvedev dit clairement qu'il ne soutient pas le colonel Kadhafi et qu'il envoie un émissaire, Mikhail Margelov, en Libye. La médiation ne donnera rien. Le ministre des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, reçoit à Moscou des émissaires des rebelles libyens le 25 mai mais la Russie ne reconnaîtra formellement le Conseil national de transition que le 1er septembre 2011, alors que s'ouvre la conférence internationale sur la Libye à Paris.

Le primat de la souveraineté de l'État

Après quelques hésitations, la position russe s'est fixée sur une ligne fragile : critiquer l'ampleur de l'intervention militaire sans faire obstacle à la coalition formée par les puissances occidentales, s'opposer à un changement de régime imposé de l'extérieur tout en reconnaissant que Kadhafi avait peut-être fait son temps.

Pour le Kremlin, la Libye ne doit pas être un précédent ; la position des dirigeants russes est donc inconfortable. Dmitri Medvedev a introduit la note de l'émotion dans le registre russe en affirmant la légitimité d'une protection humanitaire. Il n'a pas pour autant conduit son pays à accepter une interprétation plus précise des engagements qui résultent de la « responsabilité de protéger » votée par les Nations Unies en 2005 avec la voix de Moscou[4].

Dmitri Medvedev est fidèle au mode de négociation russe qui vise à lier ensemble des sujets différents pour obtenir des concessions, notamment commerciales, en échange d'un soutien aux efforts occidentaux sur la Libye, l'Iran, l'Afghanistan. En août 2011, le président russe a rencontré le président iranien et le chef nord-coréen. Il tente de marquer des points en démontrant que la Russie est incontournable dans la gestion des États ennemis des États-Unis. La chute du régime Kadhafi en août est un recul pour Moscou, qui, n'envisageait pas un dénouement rapide.

Et pourtant, Moscou continue, en ce début septembre 2011, d'exprimer des réticences fortes en ce qui concerne des sanctions et une éventuelle intervention contre la Syrie de Bachar el-Assad, qui a dépassé toutes les limites en termes d'exactions contre sa propre population. L'embargo décrété par les Européens est dénoncé par le ministre Lavrov le 3 septembre.

L'enjeu pour la Russie est d'exister dans les grandes affaires du monde. Ceci implique un équilibre compliqué entre concertation avec les États-Unis et l'Otan, autorité à l'Onu, et revendication d'une position russe souveraine et spécifique.

Poutine - Medvedev : un utile jeu de rôles

Les différences de ton entre Poutine, Medvedev, Lavrov et quelques autres responsables ont suscité l'effervescence dans le microcosme moscovite. La rhétorique est reine dans un pays privé de débat parlementaire, de pluralisme politique et de télévision libre. Les blogs russes montrent que ces vifs échanges ont satisfait une partie de la société qui peut se retrouver dans l'une ou l'autre position. Il est agréable pour un Russe d'avoir l'impression, probablement illusoire, que la politique n'est pas complètement verrouillée et que des discussions ont lieu au sommet.

Telle est, au fond, l'une des fonctions du tandem Poutine/Medvedev depuis 2008. Le président et le Premier ministre ont des sensibilités différentes, et cela est utile dans la négociation multilatérale : on actionne selon les besoins l'une ou l'autre manette. Le résultat reste médiocre pour l'autorité de Moscou dans les affaires internationales et sa réputation dans les capitales arabes. Les hésitations sur la Libye et la Syrie ont montré que la Russie manquait de résolution et de capacité de levier, et avait peur du changement. ■

4 - Roy Allison, « From Kosovo to Lybia. Russia and Humanitarian Intervention », étude présentée au séminaire de l'Observatoire de la Russie, CERI/Sciences Po, 6 juillet 2011.